

DE LA COVEILLANCE À LA VILLE SÛRE

On invoque souvent la phrase « On doit veiller à la rue », attribuée à Jane Jacobs, pour affirmer la nécessité d'une relation entre la sécurité urbaine et l'urbanisme. Les idées de J. Jacobs sur la sécurité urbaine étaient en fait beaucoup plus complexes et nuancées que ce que cette phrase suggère, et elles ont été fortement critiquées et rejetées quand son livre *La vie et la mort des grandes villes américaines* a été publié. Elles sont pourtant devenues la base d'un mouvement d'amplitude mondiale pour des villes plus sûres¹.

J. Jacobs a grandement contribué à notre compréhension des villes en liant le sentiment d'insécurité à l'urbanisme et aux actes d'incivilité quotidiens. Au lieu de concentrer son attention sur les atteintes à la propriété, ou sur les auteurs et les victimes des délits, elle a été en avance sur son temps en affirmant que nous devrions nous intéresser au vécu quotidien des habitants, et aux manières par lesquelles l'urbanisme et le décor urbain diminuent ou augmentent le sentiment de sécurité.

Avant tout le monde, elle a insisté sur le fait que ce n'est pas seulement la délinquance mais aussi le sentiment d'insécurité qui contribue au déclin urbain. Elle a écrit notamment :

« Si les rues d'une ville sont épargnées par la barbarie et la peur, cette ville est par conséquent épargnée de manière tolérable de la barbarie et de la peur... La qualité fondamentale d'un quartier de ville qui marche est qu'une personne puisse se sentir en sûreté et en sécurité dans la rue au milieu de tous ces étrangers... Il ne faut pas beaucoup d'incidents violents dans une rue ou dans un quartier pour que les gens y aient peur. Et quand ils ont peur, ils y vont moins, ce qui rend les rues encore moins sûres. »².

Même si la recommandation de J. Jacobs à propos de la nécessité de veiller sur la rue est encore souvent invoquée, tous ses autres propos, basés sur l'observation minutieuse des espaces publics, ont insuffisamment retenu l'attention. Pour elle, ces yeux fixés sur la rue devaient venir de magasins et de lieux publics, y compris des cafés et des restaurants dispersés le long des trottoirs; ce devaient être les yeux des vendeurs de rue et des piétons. Elle recommandait l'installation d'un éclairage de rue suffisant pour augmenter la puissance de chaque paire d'yeux³.

Mais elle s'est intéressée plus largement à la sûreté urbaine, notamment dans les jardins et les cités d'ha-

bitat social et s'est attachée à détruire les mythes en vigueur sur le bon urbanisme et les conduites appropriées.

Soulignant la vénération des urbanistes pour les espaces de voisinage ouverts, elle s'est opposée à la vulgate de l'époque en argumentant contre une augmentation de l'espace ouvert dans les villes, si cela voulait dire qu'il serait peu fréquenté et dangereux. Elle montra que les parcs pouvaient être des lieux problématiques, certains franchement dangereux. Au lieu de n'en voir que les bénéfices en matière de verdure, elle fit observer que les parcs réussissent quand ils encouragent un grand éventail d'activités et accueillent des usagers divers⁴.

Ses vues sur l'habitat social étaient également hérétiques. Elle souligna que les projets de résorption des taudis qui donnaient naissance à de hautes tours concentrant des habitants pauvres étaient souvent des endroits dangereux, que les gens qui pouvaient choisir d'aller ailleurs évitaient à n'importe quel prix. Sa critique de l'architecture de l'habitat social concernait les longs couloirs sans surveillance, les ascenseurs sans gardiens, les escaliers et les cours qui devenaient des lieux de viol, de vol et de vandalisme. Elle remarqua aussi que trop souvent les gestionnaires du logement social étaient plus préoccupés par le vandalisme que par les atteintes aux personnes.

Ses recommandations pour augmenter la sécurité dans l'habitat social portaient au contraire des habitants et proposaient d'utiliser l'architecture et la gestion pour encourager leurs interactions et leur implication. Elle a suggéré de restructurer les enclaves d'habitat social en y réintroduisant la forme de la rue et en

1. Sur le thème de la veiller sur la rue, voir Jane Jacobs, *The death and life of great American cities*, New York, Vintage, 1961, 36. Le passage dit : «... Nous semblons avoir ici des objectifs simples : essayer de sécuriser les rues où l'espace public est nettement public, non mélangé physiquement avec de l'espace privé ou de l'espace indéterminé, afin que la zone nécessitant de la surveillance soit délimitée de manière claire et facile à respecter; veiller à ce que ces rues publiques aient des yeux fixés sur elles de manière aussi continue que possible. »

2. Ibid., p. 30.

3. Ibid., p.36, 42

4. Ibid., p. 89-90, 102



À ne plus faire.

encourageant l'activité urbaine par l'installation de commerçants, y compris de magasins et des ateliers dans les immeubles. Elle s'est opposée aux clôtures et aux gardiens privés qui encourageaient l'isolement des résidents du reste de leur quartier sur leur gazon. Elle proposa de revoir les plafonds de revenus, de manière à encourager les résidents à s'investir sur le long terme dans leur habitat. Elle pensa même que des femmes résidentes pourraient être rémunérées pour s'occuper des ascenseurs et veiller sur les circulations verticales⁵.

La prévention de la délinquance par l'urbanisme

Les critiques et experts qui ont restructuré les villes grâce à des pratiques comme la rénovation urbaine et la construction de voies rapides étaient principalement des professionnels de sexe masculin, qu'il s'agisse d'architectes, d'urbanistes ou d'ingénieurs. Ils ont affirmé que J. Jacobs méprisait leur expertise, « ce qui non seulement ferait se fourvoyer les gens non informés » mais « détruirait le progrès ». Ils se gaussaient de cet amateur, de cette femme et mère de famille, qui avait le toupet de remettre en cause leurs projets et leurs paradigmes, pour y substituer des solutions basées sur l'expérience quotidienne et de politiser les questions d'aménagement en suggérant que des citoyens ordinaires pourraient avoir quelque chose à dire⁶.

Dans les années 1970 le travail d'Oscar Newman et d'autres s'est appuyé sur les intuitions de J. Jacobs pour analyser la relation entre la forme urbaine et la délin-

quance et jeter les bases du nouveau champ de recherche appelé « prévention situationnelle » (*Crime prevention through environmental design*, CPTED). Mais ils ont simplifié la vision de J. Jacobs, en centrant leur approche sur un travail d'expert (professionnels de l'architecture et de la sécurité) afin de définir des objectifs et de fournir des solutions standardisées.

Les programmes de prévention situationnelle ont tendance à ignorer un des aspects clefs de l'argumentation de J. Jacobs : l'importance du sentiment d'insécurité. Ils tiennent surtout compte des atteintes à la propriété et des taux de criminalité, mais font moins des cas des atteintes aux personnes et encore moins des différences du sentiment d'insécurité entre les femmes et les hommes, entre les résidents blancs et les résidents des minorités ethniques.

Les programmes de prévention situationnelle promeuvent des solutions de « renforcement des cibles », des changements d'infrastructures et de façades, plus qu'ils n'encouragent la présence de gens et d'une diver-

5. Ibid., p. 43, 47, 399, 401

6. Sur les critiques contre Jane Jacobs, voir Ivor de Wolfe, « The death and life of Great American citizens », *Architectural Review*, 133, Février 1963, p. 91. De Wolfe écrit : « Pour Madame Jacobs, se faire agresser est un danger beaucoup plus grave que de se faire écraser par une voiture. Pour elle, il semble que la première chose à laquelle doit penser un piéton est comment éviter ce qui est connu aux États-Unis comme une mauvaise rencontre ; à savoir être coincé dans quelque recoin obscur et se faire alléger de son sac par un type avec une batte de base-ball... Il est difficile de croire que tous les citoyens Américains passent leur temps à avoir peur. »

sité d'activités dans la rue. Des murs, des alarmes, des portes, des barrières sont proposées pour maintenir les étrangers hors du territoire et bien délimiter celui-ci, en particulier dans les quartiers résidentiels, alors que J. Jacobs au contraire ne voulait pas qu'on entoure les bâtiments de gazon. La prévention situationnelle ignore pour l'essentiel les éléments plus subtils de la sécurité urbaine, tels que la mixité des activités et des occupations du sol, qui pourraient attirer diverses populations dans les rues, les quartiers, les cités d'habitat social, les parcs et les centres civiques qu'elle a suggéré de créer.

L'évolution des centres commerciaux vers des zones sous haute surveillance illustre ce point. En suivant les principes de la prévention situationnelle, les centres commerciaux des zones à forte criminalité de Californie ont installé des détecteurs de mouvement à la périphérie de leurs terrains, des tours centrales de contrôle panoptique qui distribuent les forces de sécurité pour surveiller toute la zone, et des patrouilles de sécurité plus visibles.

Au contraire, Dufferin Mall, centre commercial d'un quartier de classes ouvrière et moyenne, ethniquement mélangé, à Toronto, a choisi une approche de développement communautaire pour réduire le taux de criminalité et augmenter son rendement économique. Le centre finance des activités de théâtre, de basket et de football pour les jeunes; il a établi un programme d'insertion des jeunes avec les commerçants du centre; il a fourni des espaces à loyer gratuit pour des services pour les jeunes, une maison de jeunes, un programme de réinsertion pour les lycéens qui ont abandonné, un lieu d'échanges de vêtements. Ces activités ont amené un vaste éventail d'usagers et ont réduit le taux de criminalité⁷.

Les féministes et les réponses venues de la base

J. Jacobs s'intéressait au sentiment d'insécurité, à la prédation dont sont victimes les pauvres et aux agressions contre les femmes et les enfants dans les endroits dangereux. Ses recherches ont anticipé celles des géographes et urbanistes féministes sur les liens entre l'urbanisme et le sentiment d'insécurité des femmes, et les violences commises contre les femmes. Ces chercheuses ont affirmé que le sentiment servait d'instrument de contrôle social et contribuait à la discrimination générale à l'encontre des femmes; le sentiment d'insécurité limitait les chances dans la vie des femmes en restreignant leur accès aux emplois et à l'éducation et leur usage des espaces publics et des espaces de loisirs. L'analyse féministe a essayé de se centrer sur les causes profondes de la violence contre les femmes et a proposé des changements dans les systèmes familial, éducatif et de la justice⁸.

Les chercheuses féministes ont aussi commencé des études empiriques sur la relation entre le sentiment d'insécurité des femmes, leur évitement de certains lieux urbains particuliers, et comment cela pouvait affecter l'activité et la vie de lieux comme les parcs, les quartiers, les centres villes et les campus. Elles ont demandé aux femmes où elles avaient le plus peur, quels lieux elles évitaient le jour et quels lieux elles évitaient la nuit, et quelles stratégies défensives elles mettaient au point dans leurs activités quotidiennes. Ces enquêtes, qui ont permis de cartographier les espaces du sentiment d'insécurité des femmes dans les villes ont été utilisées ensuite dans le processus d'aménagement⁹.

L'approche féministe s'est construite à partir de l'idée de J. Jacobs qu'il fallait partir de l'expérience quotidienne, et en particulier de l'expérience des femmes, et impliquer les habitants qui sont les experts de leur propre environnement dans le diagnostic et les actions d'amélioration de la sécurité des espaces urbains¹⁰. Alors que les approches de prévention situationnelle se sont appuyées sur des experts, des techniciens et des agences de sécurité publiques et privées, les chercheuses et les militantes féministes ont fait de la question de la sûreté urbaine un enjeu central de leurs luttes dans des villes comme Londres, Amsterdam, Hambourg, Melbourne, Montréal, Toronto et Minneapolis. Dans ces villes et dans d'autres, les femmes ont demandé aux municipalités et aux agences publiques d'améliorer la sécurité des systèmes de transports, des ensembles de logements, des zones commerciales et des parcs urbains pour les faire mieux répondre aux besoins des femmes.

7. Les interviews de David Hall, gestionnaire de Dufferin Mall, 1993, 1999. D'après Hall, les statistiques de la police métropolitaine de Toronto ont montré une réduction du crime de 38,7 % en cinq ans. Les prix fonciers ont augmenté de 20 %. Hall pense que « le social et l'économique vont de pair; les aménageurs américains pensent que l'économique seul suffit. »

8. cf. par exemple Margaret Gordon et Stéphanie Riger, *The femal fear*, New York, The Fress Press, 1989. Gordon et Riger analysent la manière dont la violence contre les femmes et le viol sont une menace constante dans les zones urbaines.

9. cf. par exemple E.A. Stanko, *Everyday violence : how women and men experience sexual and physical danger* (Londres, Pandora, 1990); V. Ware, *Women's safety on housing estates*, (Londres, Women's design service, 1988), ou Metro Action Committee on Public Violence Against Women, Women Plan Toronto and Faculty of Environmental studies, *Women in safe environments* (Toronto, METRAC, 1987). La contribution des facteurs environnementaux au sentiment d'insécurité des femmes a été considérée avec une certaine ambivalence au départ; les féministes avaient peur que ce genre d'arguments renforcent les stéréotypes populaires selon lesquels la violence contre les femmes serait surtout exercée par les étrangers dans les espaces publics, alors que les statistiques montrent que c'est à la maison que les femmes courent le plus de risques.

10. Le point de vue des femmes, d'après Dorothy Smith, dans *The everyday world as problematic : a feminist sociology*, Northeastern University Press, 1987, 107, commence dans le monde local et quotidien, et s'enracine dans le temps et le lieu. Il reconnaît que les gens sont les experts de leurs propres vies et de leurs pratiques locales.

À Toronto

Toronto est remarquable par un ensemble d'initiatives liées à la sûreté des femmes, incluant des projets conjoints de groupes de femmes de base et de services municipaux. En 1982 la municipalité de l'agglomération métropolitaine de Toronto a créé et financé un groupe de travail sur la violence publique contre les femmes et les enfants pour faire des recommandations en matière de politique publique et préparer un programme de réformes; un des sous-comités a donné des conclusions sur l'urbanisme et l'architecture. Le gouvernement de l'agglomération a ensuite subventionné le *Metro Action Committee on Public Violence Against Women* (METRAC), un groupe de recherche et de conseil juridique créé pour exécuter les recommandations du groupe de travail. Le METRAC a aussi subventionné le *Women Plan Toronto*, un autre groupe de conseil, pour mener des recherches sur le sentiment d'insécurité des femmes et l'évitement des lieux considérés comme dangereux.

Le METRAC a continué son travail sur la sûreté urbaine des femmes et l'urbanisme en demandant en 1987 à la commission des transports de Toronto de conduire un audit sur la sécurité des femmes dans le système de transport, audit qui a été conduit en collaboration avec METRAC et avec la police de l'agglomération de Toronto¹¹.

Dans ce projet inaugural, nous avons établi un outil de recherche participative, l'audit de sécurité des femmes, qui nous a aidé à observer les espaces publics et à enregistrer nos observations.

- Nous avons insisté sur le fait que des citoyens ordinaires, ici les femmes, étaient les experts de leur vie quotidienne dans la ville. Les femmes avaient des remarques importantes sur la manière dont les espaces urbains fonctionnent et peuvent être améliorés qui avaient été négligées par les experts professionnels. Nous avons montré que les groupes de soutien militant des femmes pouvaient travailler avec les services municipaux avec un bénéfice mutuel¹².

En quelques années la plupart des recommandations de l'audit ont été appliquées. La commission des transports de Toronto a créé un *Security Advisory Committee*, comprenant des représentantes des organisations de femmes, pour donner son avis sur les plans des nouvelles stations de métro dès le début de leur étude, et pour mettre en place de nouveaux programmes de formation pour aider le personnel à prévenir les agressions et insultes sexuelles.

De nouvelles demandes féministes pour des stratégies municipales de prévention de la violence contre les femmes ont abouti à la création en 1988 d'une commission du conseil municipal, le *Safe City Committee*¹³. L'impulsion est venue de la communauté. Barbara Hall, conseiller municipal qui est devenue plus tard

maire de la ville, fut invitée par un groupe de femmes de sa circonscription à sortir la nuit et à faire un audit de sécurité d'un parc local. Ensuite, après une large consultation des organisations de femmes, B. Hall et cinq autres conseillers ont rédigé un document politique, *Stratégies municipales pour prévenir la violence contre les femmes*. Le conseil approuva leurs recommandations à



Agence pour l'emploi, Toronto.

l'unanimité et institua pour les appliquer le *Safe City Committee*, qui comprend à la fois des politiciens et des représentants des groupes travaillant sur la prévention de la violence contre les femmes. Des employés des services clés de la municipalité furent aussi impliqués.

11. L'agence de transports donna notamment son accord pour faire la lumière sur une affaire de viols en série. Pour des données sur les usagers, le TTC s'est appuyé sur des statistiques et des modèles traditionnels. Au début, le responsable de la Sécurité était sceptique sur l'utilisation d'observations et d'expériences collectives par des audits de sécurité à chaque station de métro. Puis il se fit l'apôtre de l'usage des audits de sécurité. En tant que membre de l'équipe d'audit, composée de trois personnes, il découvrit les appréhensions et les commentaires négatifs des femmes usagers, qui étaient en complet contraste avec sa propre expérience du relatif confort du système de transport public.

12. Sur ce projet voir Toronto Transit Commission, *Moving forward : making transit safer for women*, Toronto, 1989. Sur l'audit de sécurité, voir METRAC, *Women's safety audit guide*, Toronto, 1987, 1992.

13. Le mouvement des *Safe Cities* est apparu aux Pays-Bas en 1985. Les municipalités ont été subventionnées pour lutter contre la délinquance et le sentiment d'insécurité par des projets alliant un travail architectural à des mesures de développement social dans les ensembles d'habitation, les centres villes et les systèmes de transports. Des programmes nationaux ont été lancés également en France, en Australie, en Grande Bretagne, en Nouvelle Zélande et au Canada. Des groupes locaux de femmes utilisent souvent les subventions pour la sécurité urbaine pour conduire des recherches sur les perceptions par les femmes des lieux non sûrs et pour créer des programmes d'action répondant aux besoins des femmes, notamment des services de transport spécifiques.

14. Ville de Toronto, Planning and development department et Gerda R. Wekerlé, *A working guide for planning and designing safer urban environments*, Toronto, City of Toronto Planning and development department, 1992.

Les changements dans l'architecture ont inclus de nouveaux standards pour les parkings souterrains, l'installation de luminaires à l'intention des piétons et des plans de sécurisation des parcs. Le service de l'aménagement a organisé des sessions de formation d'une



Toronto, Young Street.

de demi-journée pour tous ses employés pour qu'ils incorporent ces problèmes dans le travail quotidien d'aménagement et a produit un manuel d'aménagement qui est devenu un modèle pour d'autres villes¹⁴. L'autorité gestionnaire des parkings municipaux et le service du logement ont revu leurs pratiques d'aménagement; des audits de sécurité ont été faits aussi par la police, les sociétés de logements, les usagers des parcs, les habitants des quartiers et les universités locales comme autant de moyens de penser comment améliorer la sûreté urbaine et réduire le sentiment d'insécurité.

Surtout, le fait d'avoir une commission pour la sûreté urbaine à l'Hôtel de Ville a donné une légitimité aux préoccupations féministes de sécurité urbaine à Toronto. Cela a amené à l'Hôtel de ville des groupes de femmes dont certains avaient de nombreuses années d'expériences de travail avec les femmes battues et victimes de violence. Dans cette première initiative municipale pour la sécurité, le comité comprenait aussi des responsables de l'administration scolaire qui ont travaillé sur la violence dans les écoles. Le travail du comité s'est élargi à la question de la sécurité dans l'habitat des rues commerçantes et pour les minorités culturelles immigrées, gays et lesbiennes. Le Comité pour la sûreté urbaine a aussi ouvert un programme d'environ 500 000 dollars canadiens pour financer des projets issus du terrain pour former à ces questions les jeunes et les immigrés.

Le comité de Toronto pour la Sûreté urbaine existe depuis une décennie. Il a constitué une lutte constante pour maintenir ses emplois et sa capacité de finance-

ment, pour soutenir un foyer de prévention de la violence contre les femmes et pour continuer à soutenir des initiatives venues de la base. Périodiquement, on a assisté à des tentatives pour mettre en place des programmes de prévention de la délinquance insistant sur le rôle de la police et sur une répression accrue à la place des solutions fondées sur la communauté et centrées sur les femmes. Après la fusion de la ville de Toronto avec cinq municipalités de banlieue en 1998, le comité pour une ville sûre a été dissous. Un groupe de travail sur la sûreté communautaire, présidé par deux hommes politiques conservateurs représentant des banlieues huppées, a fait quelques consultations et recommandations en février 99 pour une stratégie de sûreté communautaire pour la ville de Toronto. Ces recommandations s'appuyaient sur le travail de la décennie passée, mais reflétaient aussi un changement de stratégie : on passait d'une action centrée sur les femmes à une politique de lutte contre la délinquance dans des lieux ciblés de développement de la police communautaire et de la prévention de voisinage ainsi qu'à une action judiciaire contre les enfants, les jeunes et les familles à risques.

Au même moment, les recommandations cherchaient à renforcer les initiatives pionnières du comité pour la sûreté urbaine en demandant qu'on utilise les audits de sécurité, qu'on utilise des guides architecturaux pour rendre les bâtiments et les espaces publics plus sûrs, qu'on forme le personnel municipal, qu'on incorpore la sécurité parmi les objectifs du plan de la ville et parmi les objets subventionnables. Mais l'exécution de ces recommandations par une commission sur la sécurité communautaire en cours de constitution n'a pas encore été actée par le conseil municipal. L'extension de ses compétences par rapport au comité antérieur se voit à la diversité des membres proposés : administrateurs d'école, police, organisation communautaires, représentants de la population vulnérable comme les enfants, les jeunes, les handicapés, représentants des groupes minoritaires, et femmes.

Au-delà de la coveillance

Malgré leur hommage rendu à J. Jacobs, les praticiens de la prévention situationnelle ne marchent pas dans ses pas. En se reposant sur des experts, en privilégiant le travail sur l'infrastructure et le contrôle de l'environnement proche, ils font exactement ce qu'elle critiquait. Mais les thèmes de *The death and Life of Great American cities* ont été repris par les urbanistes, architectes et géographes féministes qui prolongent son héritage. C'est ainsi que le comité de Toronto pour la sûreté urbaine, comme la série d'initiatives qui l'ont précédé, sont des descendants naturels de l'accent mis par J. Jacobs sur la valeur de l'écoute du point de vue des citoyens ordinaires pour créer des villes vivables et saines.

Nous avons été en fait au-delà de la vision de J. Jacobs. Si elle identifiait bien le lien entre forme urbaine et villes saines, son approche était celle d'une critique de la planification urbaine et de la pratique de l'aménagement. Les efforts de Toronto sont remarquables parce qu'ils s'enracinent dans les études et la pratique féministe et se réalisent dans un partenariat entre des organisations de bases et la municipalité, en relation avec le mouvement international en faveur des villes sûres.

D'après notre expérience, les projets centrés sur l'aménagement physique ont souvent été le point de départ de stratégies de développement communautaire et de projets plus complexes. Tandis que de petits groupes atteignaient de premiers succès par de petites améliorations physiques, ils se sentaient fondés à poursuivre des transformations de long terme plus ambitieuses.

J. Jacobs, en écrivant sur sa propre expérience de vie quotidienne dans la ville, et en demandant aux aménageurs de faire attention à la manière dont les gens ordinaires usent réellement de l'espace urbain, a forcé les professionnels de l'aménagement à réexaminer leurs méthodes et leurs présupposés. Réfléchissant à partir de son expérience de femme, de mère et de résidente de Greenwich Village, elle est arrivée à une vision de la

ville plus humaine que celle des experts du jour. Son intérêt pour la sécurité urbaine était anticipateur, et la manière de regarder la ville offre encore un point de vue critique utile pour l'évaluation de la prévention de la délinquance et les stratégies de sûreté communautaire d'aujourd'hui.

Gerda Wekerlé

Traduit de l'anglais par Anne Querrien

15. cet article est basé sur ma propre participation comme militante féministe et chercheur dans les diverses initiatives pour la sécurité dans la ville de Toronto ces dix dernières années. J'ai été membre du groupe de travail métropolitain sur la violence publique contre les femmes et les enfants en 1982. J'ai été consultant du METRAC pour diriger une étude sur la prévention situationnelle de la délinquance pour la police métropolitaine. Avec METRAC, j'ai travaillé à développer la méthodologie des audits de sécurité. J'ai été engagée, par la TTC pour participer au Comité consultatif de sécurité qui a recommandé des transformations de l'architecture des stations de métro. Avec le coordonnateur du Comité j'ai animé des sessions de formation pour le personnel municipal du Service urbanisme sur l'urbanisme sécuritaire et co-rédigé un manuel à l'usage du personnel. En tant que militante féministe, j'ai souvent participé à des délégations au conseil municipal et représenté des organisations de femmes, pour demander que les recommandations soient appliquées et que des moyens publics et politiques soient donnés aux programmes sur la sûreté municipale.

Gerda Wekerlé, sociologue, est professeur en Sciences de l'environnement à l'Université de York à Toronto. Elle est l'auteur du manuel pour des villes plus sûres, publié par le Comité municipal de Toronto pour la sûreté urbaine en 1992. Elle est le coauteur du livre *Safe Cities : guidelines for planning, design and management*, John Wiley, 1995. Elle prépare des livres sur les jardins d'immigrants à Toronto et sur le militantisme urbain des femmes. Cet article a été publié en anglais dans la revue américaine *Places* en septembre 1999, de l'*History of design Foundation*.